EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 3 avril 2025

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 31 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Vincent LANGUILLE - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

François BERNARDINI représenté par Martial ALVAREZ - Michel ROUX représenté par Didier KHELFA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES - Georges ROSSO - David YTIER.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TCM-007-17709/25/BM

■ Approbation d'une convention d'occupation temporaire d'usage agricole sur le domaine public du conservatoire du littoral en faveur de Monsieur Stéphane Buffille - EARL biobonum sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues
119107

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conservatoire du littoral est un établissement public de l'Etat créé par la loi n° 75-602 du 10 juillet 1975, destiné à mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique (code de l'environnement, art. L. 322-1).

L'article L. 322-9 du code de l'environnement dispose que « Le Conservatoire du littoral et le gestionnaire peuvent autoriser par voie de convention un usage temporaire et spécifique des immeubles dès lors que cet usage est compatible avec la mission poursuivie par le Conservatoire du littoral, telle que définie à l'article L. 322-1 ».

« Dans le cas d'un usage de ce domaine public associé à une exploitation agricole, priorité est donnée à l'exploitant présent sur les lieux au moment où les immeubles concernés sont entrés dans le domaine relevant du Conservatoire. En l'absence d'usager présent sur les lieux, le Conservatoire du littoral, et le gestionnaire le cas échéant, consultent les organismes professionnels pour le choix de l'exploitant à mettre en place. La convention avec celui-ci fixe ses droits et obligations en application d'une convention-cadre approuvée par le conseil d'administration et détermine le mode de calcul des redevances. »

La Métropole est gestionnaire du site "Etang de Bolmon", propriété du Conservatoire du littoral, depuis 2018.

Dans la continuité des précédentes conventions, le Conservatoire du littoral et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont signé, le 25 mai 2021 et pour une durée de 6 ans, une convention de gestion du domaine terrestre et maritime portant sur le site de l'Étang de Bolmon N°311, en accord avec les communes concernées Marignane et Châteauneuf-les-Martigues.

Ainsi, à la demande du Conservatoire du littoral, il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver le renouvellement de convention d'occupation temporaire d'usage agricole portant sur le domaine public du Conservatoire du littoral en faveur de Stéphane BUFFILLE – EARL BIOBONUM – pour l'activité de viticulture et oléiculture sur le site de l'Étang de Bolmon, sur une durée de 18 ans, sans possibilité de reconduction tacite.

Cette convention donne lieu à une redevance annuelle de 562,46 euros à la charge de Stéphane BUFFILLE – EARL BIOBONUM - à compter de l'année 2025, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;

- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TCM020-9065/20/BM du 17 décembre 2020 relative à la convention de gestion du site « Étang de Bolmon » N° 311, signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conservatoire du littoral le 25 mai 2021, portant sur la période 2021-2027 ;
- Le programme prévisionnel d’actions proposé par la Métropole Aix-Marseille-Provence lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) en décembre 2024.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est gestionnaire du site « Étang de Bolmon », propriété du Conservatoire du littoral ;
- Que ce renouvellement de convention d’occupation temporaire d’usage agricole s’inscrit dans la continuité de la convention de gestion du site de l’Etang de Bolmon, signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Conservatoire du littoral le 25 mai 2021.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, portant sur l’occupation temporaire d’usage agricole sur le domaine public du Conservatoire du littoral sur le Site Étang de Bolmon N°311, sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, entre Stéphane BUFFILLE – EARL “BIOBONUM” -, le Conservatoire du littoral et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la période 2025-2042.

Article 2 :

Cette convention donnera lieu à une redevance annuelle de 562,46 euros (à la charge du bénéficiaire, Stéphane Buffille - Earl Biobonum), à compter de l’année 2025, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget annexe GEMAPI, de l'exercice 2025, en section de fonctionnement : chapitre 70, nature 70323, fonction 731.

La recette relève de la politique « Environnement, énergie, agriculture, patrimoine naturel », de la sous-politique « Littoral, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, environnement » et du programme « Ports, mer et littoral » et seront exécutés sur le code gestionnaire « 5MZH »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Mer - Littoral,
Cycle de l'Eau - GEMAPI
Ports

Didier REAULT